

la lettre

RESACOOOP

69 AVRIL/JUIN 2012

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : SOUTENIR LES INITIATIVES LOCALES

Impulser la dynamique de coopération décentralisée en faveur d'une solution concertée face à la crise alimentaire dans la région de Tombouctou.

L'homme ne vit pas que de pain, c'est établi comme vérité et les conditions matérielles déterminent de façon prononcée les aptitudes intellectuelles et le comportement moral. La région de Tombouctou, sans être un eldorado, réunissait un certain nombre de conditions qui ont permis son épanouissement culturel et intellectuel, créant ainsi un foyer extraordinaire d'échanges divers.

Les ressources demeurent certes, mais les contingences climatiques, accompagnées de signes qui ne trompent pas, annoncent les difficultés auxquelles il faut faire face. Globalement, il faut retenir la mauvaise récolte agricole, engendrée par une très faible pluviométrie enregistrée au cours de l'année écoulée, ce qui a entraîné une flambée brutale des prix sur le marché. Cette situation s'est aggravée par le conflit qui sévit actuellement au Nord Mali, avec un corollaire de déplacement de masse au sein des populations.

Face à cette situation, l'Assemblée Régionale de Tombouctou (ART) entend renforcer davantage le cadre de coopération décentralisée avec la Région Rhône-Alpes. En lien avec les initiatives prises par le gouvernement du Mali, l'ART développe les échanges avec ses partenaires rhônalpins intervenant sur leur territoire - notamment Handicap International, Afrique Verte et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) - afin de renforcer la sécurité alimentaire et alléger la souffrance des populations.

Il apparaît aujourd'hui comme une mesure de sauvetage de créer les meilleures conditions de ravitaillement et d'approvisionnement pour que la région retrouve sa vigueur, son ardeur et sa vocation.

Il me plaît de rappeler qu'en 1984 la région de Tombouctou a connu des difficultés similaires et la solidarité de la région Rhône-Alpes s'est manifestée par un geste fort de soutien et d'appui qui a débouché sur une coopération décentralisée citée aujourd'hui en exemple.

El Hadj Mohamed IBRAHIM

Président de l'Assemblée Régionale de Tombouctou
Président de l'Association des Régions du Mali

PAROLE D'ACTEURS

L'appui aux filières paysannes du Sud, comme réponse à l'insécurité alimentaire.

Aujourd'hui dans le monde, de nombreuses initiatives paysannes, citoyennes, publiques et privées, tentent de remettre au cœur du commerce, les hommes, leurs territoires et leurs produits au service de la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire et la volatilité des prix agricoles préoccupent aujourd'hui à juste titre les nations et les institutions internationales. Pourtant, un milliard d'êtres humains souffrent toujours de sous-nutrition essentiellement dans les pays du Sud. Et paradoxe scandaleux : les trois-quarts d'entre eux sont des ruraux, la plupart paysans. Une immense majorité n'a qu'un accès très limité à la terre, à l'eau, au crédit, à l'appui technique, sans parler de l'éducation, de la santé et des infrastructures de communication. Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) promeut la structuration de filières plus courtes, qu'il s'agisse de filières vivrières locales ou de filières d'exportation équitables. Ces filières organisées par des paysans, des consommateurs, par des acteurs professionnels de la transformation et de la commercialisation, et par l'État, améliorent les revenus et la sécurité alimentaire de dizaines de milliers de familles paysannes. L'enjeu est aussi la valorisation des terroirs et des produits agricoles sains et de qualité tout en motivant la mise en place de systèmes de production paysans écologiquement intensifs.

En Amérique latine, AVSF soutient ainsi la vente directe de produits agro écologiques locaux sur des marchés et des points de vente paysans, ou encore, par des paniers paysans en alliance avec des consommateurs urbains. En Équateur, au Brésil, en Haïti, AVSF appuie des initiatives paysannes de vente de produits locaux à l'État ou aux collectivités locales dans le cadre de programmes publics de stockage de sécurité, d'aide alimentaire ou de can-

aines scolaires. AVSF accompagne également de nombreux producteurs organisés de café, cacao, quinoa, mangue, litchi ou vanille des Andes, d'Haïti, du Sénégal ou de Madagascar, dans leurs démarches d'exportations vers les marchés gourmets, bio et surtout certifiés équitables au Nord. Enfin, AVSF soutient des dynamiques de stockage et commercialisation associative de maïs au Nicaragua ou au Togo, et de transformation de lait en Afrique de l'ouest, en Haïti ou dans les Andes, qui permettent de mieux valoriser la matière première produite localement.

En 2010, une étude commanditée par le Ministère de l'Agriculture d'Équateur a permis d'établir que la vente directe sur des marchés paysans pouvait augmenter de 30 à 50% les revenus, compris entre 1250 et 2250 € par an, d'environ six mille familles paysannes sans augmenter le prix aux consommateurs.

Si la bonne gouvernance et la régulation des marchés internationaux sont essentielles, la démocratie et la maîtrise par les producteurs, les pouvoirs publics et les consommateurs de filières plus courtes ainsi que la relocalisation de la production et de la consommation, semblent aussi aujourd'hui nécessaires. Certes encore relativement marginales, ces initiatives de structuration de filières courtes démontrent tous les jours qu'elles peuvent contribuer à réduire la volatilité des prix et à éradiquer la faim.

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières – AVSF
18 rue de Gerland - 69007 Lyon
Téléphone : 04 78 69 79 59
www.avsf.org

édito

Association Yelen

Formations des acteurs sociaux à l'interculturel :

- La culture arabo-musulmane – les 15 mai et 5 juin

Contact : Ballaison (74) – Tél. 04 50 35 64 70
sociationyelen@wanadoo.fr

Accointance

- Développer des partenariats entreprises/associations - les 21 et 22 mai à Valence le 4 juin à Lyon
- Développer le pouvoir d'agir des personnes et des groupes - les 24 et 25 mai à Lyon

Contact : Tél. 06 83 41 54 10 – Caluire et Cuire (69)
accointance.fr

AMM

Association médicale missionnaire

- Pathologie et Hygiène en Milieu Tropical du 14 mai au 29 juin

Contact : Tél. 04 78 30 69 89 – Lyon (69)
www.ammformation.org

Bioforce

- Diagnostiquer : évaluer les besoins et réaliser une analyse de situation – du 23 au 25 mai
- Mieux travailler à distance avec ses partenaires du 4 au 8 juin
- Concevoir, piloter et évaluer un projet du 25 au 29 juin

Attention, la date limite d'inscription est fixée à 2 mois avant le début d'une formation.

NOUVEAU

- Formation à distance : Concevoir, piloter et évaluer un projet – du 14 juin au 13 juillet
- Advanced Certificate in Humanitarian Programme Management – en partenariat avec l'ESC Grenoble (École supérieure de commerce) propose à la rentrée 2012 un programme commun avec 3 mois à Bioforce, 4 mois à l'ESC et 5 mois de stage recherche ou terrain.

Contact : Tél. 04 72 89 31 41 – Vénissieux (69)
www.bioforce.asso.fr

CCFD Terre Solidaire Rhône-Alpes

- Préparation au départ – les 5 et 6 mai pour le Rhône

Contact : Tél. 09 63 43 45 46 – c.bernigaud@ccfd.asso.fr

CADR

Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes

- Économie solidaire et enjeux internationaux le 11 mai

Contact : Tél. 04 78 50 99 36 – La Mulatière (69)
www.cadr.fr

CIEDEL

- Développement local et animation territoriale du 14 mai au 22 juin
- Financement du développement local du 9 au 20 juillet

Contact : Tél. 04 72 77 87 50 – Lyon (69)
ciedel@univ-catholyon.fr

Étudiants et développement

- Se préparer au départ et à la rencontre interculturelle – le 24 avril de 18h à 21h à Lyon

Contact : Tél. 01 55 86 74 41 – Paris (75)
www.etudiantsetdeveloppement.org

AU PLAN RÉGIONAL

Conseil régional Rhône-Alpes

POLITIQUE DE COOPÉRATION SOLIDAIRE

Par la délibération approuvée lors de l'Assemblée des 9 et 10 février dernier, le Conseil régional a réaffirmé son engagement en faveur d'une politique régionale ambitieuse de coopération au développement, dans le cadre de l'Aide publique au développement. Aujourd'hui, la Région est engagée dans des conventions de coopération au développement avec 12 régions*, collectivités territoriales ou autorités locales des pays en développement. Dans un contexte international en pleine évolution, la Région définit quatre axes structurants pour sa politique de coopération solidaire : contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et à l'accès aux Biens publics mondiaux pour tous ; soutenir les processus démocratiques par l'appui institutionnel aux autorités locales ; promouvoir l'égalité femmes-hommes ; promouvoir une région citoyenne, solidaire et ouverte sur le monde en accompagnant l'action des réseaux et en sensibilisant les Rhônalpins.

*12 conventions de coopération au développement ont été signées, dans 11 pays et sur 4 continents : Région d'Atsinanana (Madagascar), Région de Tombouctou (Mali), la Région des Hauts Bassins (Burkina), Région de Saint-Louis et Région de Matam (Sénégal), la Région de Rabat salé Zemour Zaer (Maroc), la Région de Monastir (Tunisie), les Collectivités territoriales du Liban nord (Liban), l'Association des Communes républicaines d'Arménie (Arménie), la Province de Khammouane (Laos), la Province de Hô Chi Minh Ville (Vietnam), le Conseil de gouvernement du Peuple Originnaire Kichwa de Sarayaku (Équateur).

RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS DE COOPÉRATIONS

Le Conseil régional a renouvelé la convention multilatérale de la Cellule d'Échanges et de Partenariat Rhône-Alpes - Afrique de l'Ouest Madagascar (CEPRAOM) et la convention de coopération avec la Région Atsinanana, à Madagascar.

Créée en 2006, la CEPRAOM est fondée sur une logique d'échanges entre 5 Régions d'Afrique subsaharienne qui partagent des problématiques communes. Cette troisième convention, conclue pour 4 ans (2012–2015), fixe les priorités suivantes : le développement local, le développement économique régional, la formation professionnelle et la question foncière.

Les relations de coopération avec la Région Atsinanana portent sur la sécurité alimentaire, l'accès aux soins, l'égalité femmes-hommes, la scolarisation et la formation professionnelle, la préservation de la biodiversité et la valorisation du tourisme durable. Cette nouvelle convention, conclue pour 3 ans (2012–2014) prévoit d'accentuer l'appui institutionnel pour le renforcement des politiques publiques (formations, échanges et conseils).

Plus d'informations : www.rhonealpes.fr

Conseil général de l'Isère

CHARTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

L'Assemblée départementale a adopté le 24 février la Charte des relations internationales et de la coopération décentralisée. La Charte permet de définir un cadre, enrichissant une démarche citoyenne locale. Elle rappelle que les initiatives entreprises doivent reposer sur des principes d'égalité, de solidarité, de réciprocité et de subsidiarité. Trois objectifs majeurs définissent la politique de relations internationales et de coopération décentralisée du Conseil général de l'Isère : promouvoir l'échange, le respect de l'autre et une meilleure connaissance des peuples ; participer au développement local, concerté et durable ; œuvrer pour des relations solidaires et équitables. La collectivité privilégie les projets qui ont un impact concret sur les personnes et les territoires, qui partent d'un diagnostic partagé préalable et dont l'efficacité et la pérennité sont assurées par la recherche de mutualisations.

CAHIER DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Réalisé en concertation avec les acteurs isérois de la solidarité internationale, ce cahier se veut être un outil d'accompagnement à destination des porteurs de projet, pour une meilleure intégration des principes du développement durable dans leurs actions.

Pour télécharger les documents : www.isere.fr

Contact : Service coopération décentralisée - Tél. : 04 76 00 64 19

Ville de Grenoble

Le 2 novembre dernier, Hélène Vincent, adjointe à la Jeunesse à la Ville de Grenoble, a été réélue présidente du groupe thématique « Jeunesse » à Cités Unies France. Le travail de ce groupe vise à favoriser l'implication et la mobilisation des jeunes dans l'action internationale des collectivités. En février par exemple, le groupe s'est réuni autour des approches à développer pour sensibiliser les professionnels de la jeunesse à la mobilité et à la solidarité internationales.

Contact : groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France
Tél. : 01 53 41 81 90 - jeunesse@cites-unies-france.org

AU PLAN INTERNATIONAL

CRISE ALIMENTAIRE : MOBILISATION INTERNATIONALE

La situation au Sahel préoccupe fortement la communauté internationale. Le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad ont déclaré la situation d'urgence et lancé un appel à l'aide internationale. L'enjeu est d'éviter une crise alimentaire et nutritionnelle de grande ampleur qui pourrait sévir au printemps. Les difficultés pour se nourrir dans certaines régions et les bas niveaux des stocks céréaliers ne rassurent pas. Aussi, les Nations Unies et la Commission européenne mobilisent des fonds et relaient l'appel d'urgence auprès de leurs pays membres. Un cadre de coopération a aussi été adopté par les Ministres ouest-africains chargés de la sécurité alimentaire qui se sont réunis à l'invitation du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Ce cadre concerne les structures en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Il doit en particulier permettre la mutualisation des stocks nationaux, l'échange d'informations fiables et d'expériences, la valorisation des compétences et des bonnes pratiques au plan régional, l'évaluation conjointe des besoins agricoles ou alimentaires des populations vulnérables, permettant une bonne prise de décision. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a également annoncé sa contribution à une assistance humanitaire aux victimes.

Plus d'informations : www.afdi-opa.org/fr

COOPÉRATION : DE NOUVEAUX OUTILS SUR INTERNET

- Le portail du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération marocain : www.diplomatie.ma
- Le portail de la coopération décentralisée pour le développement créé par le Comité des Régions et la Commission européenne : <http://ira4dev.cor.europa.eu/portal>

Nations Unies

2014 : ANNÉE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

En décembre dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) ». Le programme officiel sera préparé par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) en collaboration avec le Fida (Fonds international de développement agricole). Le Programme préparatoire mondial 2012-2013 est lancé : sous le leadership des associations paysannes et de la pêche artisanale, l'essentiel du travail de préparation sera l'identification et la défense des demandes essentielles des populations agricoles devant les pouvoirs publics, pour l'approbation et la mise en pratique de politiques en faveur d'une agriculture familiale durable et prospère.

Pour toutes les organisations, institutions et particuliers intéressés à participer à cette campagne : www.familyfarmingcampaign.net

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

EN FRANCE	
les 2 et 3 juillet	3 ^e Forum de la coopération internationale des collectivités locales à Paris
du 4 au 7 juillet	Université d'été de la solidarité internationale à Lyon
À L'INTERNATIONAL	
du 20 au 22 juin	le Sommet de la Terre « Rio +20 » à Rio de Janeiro (Brésil)
du 4 au 8 décembre	6 ^e sommet Africités à Dakar (Sénégal) « Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ? »

Forum Réfugiés

- Minorités et personnes vulnérables dans les Balkans – le 24 mai
- Kosovo : quels enjeux sécuritaires aujourd'hui ? le 25 mai
- Faire évoluer sa posture professionnelle en situation interculturelle – du 13 au 15 juin

D'autres formations sur www.forumrefugiés.org

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 – Villeurbanne (69)

Groupe URD

Urgence, réhabilitation et développement

- Intégrer l'environnement dans l'action humanitaire du 21 au 25 mai
- Gestion de la qualité de l'action humanitaire du 11 au 15 juin

Contact : Tél. 04 75 28 29 35 – Plaisians (26)

www.urd.org

La Cité de la solidarité internationale

- Créer un dossier de sponsoring – le 26 avril
- Simuler les pratiques du démarchage d'un sponsor le 11 mai
- Améliorer la communication de votre association le 12 juin

Contact : Tél. 04 50 87 09 87 – Annemasse (74)

www.cite-solidarite.fr

Humacoop

- Anthropologie et Humanitaire – du 21 au 25 mai
- Mission exploratoire – du 11 au 15 juin

Contact : Tél. 04 76 51 11 06 – Grenoble (38)

www.humacoop.org

Pays de Savoie solidaires

- S'ouvrir au monde : préparation à la rencontre solidaire – les 12 et 13 mai à la Motte Servolex

Ateliers de 18h30 à 21h30 à Chambéry :

- La solidarité Nord-Sud dans un contexte d'urgence le 24 avril
- Vers un tourisme solidaire ? – le 5 juin

Contact : Tél. 04 79 25 28 97 – Le Bourget du Lac (73)

www.paysdesavoiesolidaires.org

Service de coopération au développement

Pour les personnes désirant partir comme volontaire :

- Vivre Autrement, Ici et Ailleurs – du 20 au 27 avril ou du 8 au 15 juin

Contact : Tél. 04 72 66 87 20 – La Mulatière (Lyon)

www.scd.asso.fr

Toilettes Du Monde

- Intégrer de manière durable l'assainissement à un projet de solidarité internationale du 7 au 10 juin

Contact : Tél. 04 75 26 29 98 – Nyons (26)

www.toilettesdumonde.org



RETROUVEZ
LES FORMATIONS

sur www.resacoop.org rubrique Se former
et page 8 les formations de RESACOOP

Citoyen(ne)s et solidaires, réinventons le monde !

Université de la solidarité internationale
du 4 au 7 juillet à Lyon

Pilotée par le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), l'édition 2012 est accueillie par les acteurs de Rhône-Alpes et co-organisée par le CADR – Collectif d'associations de développement en Rhône-Alpes. L'événement se déroule sur 4 jours avec des conférences, des modules de formation, des atelier-débats, des temps de convivialité et un forum des organisations.

Revue Altermonde : à cette occasion, un hors-série sortira en juin, il sera consacré au territoire rhônalpin, à ses acteurs et leurs initiatives de solidarité internationale.

RESACOOOP s'est associé au comité de pilotage régional et sera partie prenante de plusieurs ateliers (lire l'article page 8 – Les activités de RESACOOOP).

Plus d'informations : www.universite-si.org

Dialogues en Humanité

Du 6 au 8 juillet à Lyon

Ateliers du sensible, agoras, témoignages et temps festifs, accueilleront le public sous les arbres du Parc de la Tête d'Or. Et pour cette dixième édition, certains temps d'échanges et moments conviviaux seront co-construits en partenariat avec l'Université d'été décrite ci-dessus.

Plus d'informations : <http://dialoguesenhumanite.org>

Échanges, cultures et traditions du monde

FESTIVAL INTERNATIONAL

Du 28 juin au 8 juillet à Romans-sur-Isère

Cet événement culturel est né de la fusion entre la Biennale internationale de la solidarité et des échanges (BISE) et le Festival du Folklore. Donc, la Ville de Romans (Mission des Affaires européennes et internationales), les associations « Romans International » et « Empi et Riaume », vous proposent, cette année, la thématique « Mode(s) et identités ». Au programme : des défilés, conférences, expositions, animations, concerts, et bien sûr de riches rencontres avec les délégations des villes jumelles et les groupes de jeunes artistes étrangers. Le festival se poursuivra dans les villes et villages de la Drôme et de l'Ardèche jusqu'au 13 juillet, avec des spectacles quotidiens de danses et de musiques, pour découvrir les cultures et traditions du monde. Le programme sera en ligne début juin.

Plus d'informations : www.ville-romans.com
www.empi-et-riaume.com
<http://romansinternational.blogspot.com>

Développement de l'aviculture villageoise en Afrique de l'Ouest

BILAN ET PERSPECTIVES

Cette nouvelle publication résulte d'une synthèse des travaux menés depuis plus de 20 ans par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) pour le développement de l'aviculture villageoise au Togo, au Mali et au Sénégal. L'expérience accumulée permet d'affirmer que l'aviculture villageoise montre sa capacité à lutter contre la pauvreté rurale, à améliorer la nutrition et à créer des revenus, pour les femmes en particulier. Répondant à l'attente des professionnels et décideurs du développement rural en Afrique de l'Ouest, ce document propose ainsi, pour différents thèmes, des alternatives techniques et économiques aptes à lever les contraintes également identifiées pour contribuer au potentiel de cette filière : socle sanitaire du développement de l'aviculture villageoise, modalités techniques et économiques de la production de volailles, organisation et rôle des acteurs de la filière.

AVSF – Collection Praxis – 2011

Pour télécharger le document : www.ruralter.org

Les Cahiers agricoles

Cette revue scientifique internationale pluridisciplinaire soutenue par le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est désormais accessible gratuitement en ligne pour tous (numéro en cours ainsi que 20 années d'archives). La revue paraît tous les deux mois et publie des travaux pluridisciplinaires de recherche, des synthèses et des réflexions sur les agricultures du monde, leurs évolutions et leur place dans des sociétés de plus en plus urbanisées.

Pour consulter les articles : www.cahiersagricultures.fr

Grain de Sel n°54-56

LES CÉRÉALES AU CŒUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Ce dossier de la publication d'Inter-réseaux Développement rural (avril-décembre 2011) est consacré aux filières céréalières en Afrique de l'Ouest. Il analyse et décortique les enjeux spécifiques liés à la production, au marché et à la transformation des céréales en Afrique de l'Ouest. La crise alimentaire induite par la hausse des prix en 2007-2008 a mis en exergue les risques d'une trop grande dépendance alimentaire de l'Afrique de l'Ouest à l'égard des importations du marché mondial. Alors que l'économie productive régionale repose principalement sur l'agriculture, la région n'en importe pas moins une part importante de ses besoins alimentaires, surtout des céréales. Selon de nombreuses estimations liées notamment au boom démographique de cette région, elle va devoir au minimum doubler sa production céréalière pour répondre à la demande d'ici à 2030. La promotion des filières céréalières locales constitue par conséquent un enjeu majeur tant en termes de sécurité alimentaire, d'amélioration de la balance commerciale agroalimentaire, de développement agricole et d'amélioration des revenus paysans, que de contribution à l'intégration régionale. Articles de fond, expériences, initiatives d'organisations paysannes et paroles d'acteurs rythment ces cinquante pages.

Pour télécharger la publication : www.inter-reseaux.org >> Revue de Grain de Sel



RETROUVEZ LA BIBLIOGRAPHIE/SITOGRAFIE

distribuée lors de la réunion RESACOOOP

« Sécurité alimentaire au Sahel » du 23 mars dernier
sur www.resacoop.org, rubrique > Réunions géographiques

Pour une terre solidaire

50 ANS D'UNE AUTRE MONDIALISATION – CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Ce livre a été coécrit par Doan Bui, journaliste au Nouvel Observateur, et Jean-Paul Rivière, journaliste indépendant, acteur rhônalpin engagé dans la solidarité internationale. L'ouvrage témoigne d'un engagement collectif pour construire un monde plus humain et interroge sur un avenir commun. Au fil des pages, le lecteur découvre de nombreux articles et une riche iconographie autour de 50 ans d'histoire du CCFD-Terre solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), une des plus grandes ONG de développement en France. « Une invitation à rejoindre cette immense chaîne humaine qui se rassemble pour bâtir un monde de justice ».

Doan Bui et Jean-Paul Rivière - Collection « Beaux Livres »
Le Cherche-Midi Éditeur - octobre 2011 - 256 pages (25x28) - 29 euros

OUTILS PÉDAGOGIQUES

NOURRIR LE MONDE AVEC UNE AGRICULTURE FAMILIALE DURABLE

Le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) met en ligne « Nourrir le monde avec une agriculture familiale durable » - www.alimenterre.org - un centre de ressources collaboratif et interactif sur les enjeux agricoles et alimentaires. L'objectif de cette plateforme est de fournir une information riche, actualisée et accessible à tous. Elle donne aussi accès à une liste d'outils d'éducation au développement à destination des enseignants et des animateurs. Certains outils sont en ligne et accompagnés de fiches pédagogiques (jeux, films et autres animations).

www.alimenterre.org

DES KITS PÉDAGOGIQUES POUR ENFANTS

L'association Afrique Verte* propose du matériel pédagogique à la location ou à l'achat, des documents à usage individuel ou collectif : expositions, vidéos, livres... Spécialement conçus pour un public de 7 à 14 ans, ils abordent les thèmes de la sécurité alimentaire et des métiers artisanaux dans la région sahélienne. Cinq kits d'expositions pédagogiques sont disponibles : Kipsi, l'enfant du Mali ; Sahel, le défi alimentaire ; Les artisans du bronze ; Les pagnes qui parlent ; Jouets du Burkina. Chaque kit se compose de panneaux illustrés ou objets (pagens, jouets, statuettes en bronze), d'un livret proposant des animations et de 20 livrets pour les enfants (quizz, travaux pratiques etc), et d'un DVD de courte durée en rapport avec le thème de l'exposition.

Contact : Afrique verte* - 12-20 rue Voltaire - 93100 Montreuil.
Tél. : 01 42 87 06 67 - afriqueverte@wanadoo.fr

*Afrique Verte est présente au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires. L'association intervient sur la filière céréalière. Elle accompagne en zone rurale les organisations de producteurs et, en milieu urbain, les groupements de transformatrices de céréales. En France, Afrique Verte propose des outils pour sensibiliser le public. Elle souhaite diffuser une image positive du Sahel, acteur de son propre développement.

Suivez l'actualité d'Afrique Verte sur www.facebook.com/afrique.verte.international

KIPSI, L'ENFANT AU CAMION OU DOGON DÉBROUILLE

Illustrée par le peintre burkinabè Ali Kéré, cette bande dessinée met en scène le jeune Malien Kipsi dont l'aventure permet de comprendre le travail d'Afrique Verte dans les zones où la production de céréales est insuffisante. Pour aller plus loin, le jeune lecteur trouvera, en fin d'ouvrage, des pages documentaires présentant le Mali et la vie quotidienne en pays Dogon. Un joli livre qui met à la portée des enfants les questions de sécurité et de souveraineté alimentaires.

26 pages – 10 euros – décembre 2011 – Afrique Verte
Ce livre complète le kit pédagogique « Kipsi, l'enfant du Mali » décrit ci-dessus.

L'Observatoire des agricultures du monde – OAM

L'initiative a été présentée le 20 octobre 2011 lors de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (Food and Agriculture Organization – organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). L'activité de l'observatoire consiste à fournir des analyses comparatives à différentes échelles, en organisant un réseau d'observatoires nationaux prenant en compte les différents types d'agricultures, leurs dynamiques et leurs impacts en terme de développement durable. Issue d'une réflexion commune du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et des ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères français, ce travail vise à comprendre « les changements majeurs concernant les régimes fonciers, le développement de l'utilisation de la main d'oeuvre salariée, le recours aux activités non agricoles, les modes d'intégration aux marchés, les nouvelles formes d'entreprises, etc. ».

Plus d'informations :

www.observatoire-des-agricultures-du-monde.org

Révolutions arabes, interventions extérieures : l'équation fatale ?

Cette conférence-débat a eu lieu le 29 novembre à Grenoble. Organisée par les associations Humacoop et IDEES (Initiatives Des Etudiants pour l'Echange et la Solidarité) et animée par Bruno David, président de Communication Sans Frontières, l'évènement accueillait trois invités : Wolf Eberwein, professeur de Sciences Politiques, administrateur d'Action Contre la Faim et ancien journaliste ; Susan Badawi, politologue, ancienne conseillère en communication à Médecins Sans Frontières (MSF) France et Mohamed El-Oifi, Maître de conférences à l'Institut de Sciences Politiques de Paris, spécialiste des médias et de l'opinion publique arabe. Tous les arguments développés pendant la conférence ont répondu de manière générale à la problématique suivante : « Quelles sont les véritables raisons de l'intervention des pays occidentaux, leurs conséquences et leurs répercussions sur les révolutions arabes ? ».

Contact : Humacoop – tél. 04 76 51 11 06
www.humacoop.org



RETROUVEZ LA SYNTHÈSE
DE LA CONFÉRENCE
sur www.resacoop.org, rubrique
Se documenter > Productions Resacoop

Les dossiers des projets et les coordonnées des responsables sont disponibles sur simple demande.

Contact : Amélie Réminiac
areminiac@resacoop.org - Tél. 04 72 77 87 67

Bobo-Dioulasso - Burkina Faso

La Fondation Wurodini Service (FWS) s'active depuis sa création en 2006 à lutter contre la pauvreté en créant des emplois destinés aux jeunes, en appuyant les initiatives de microprojets et en soutenant par le biais du microcrédit les activités génératrices de revenus pour les femmes défavorisées. Soutenu dans ses moyens d'actions par ses partenaires, notamment du Nord, la FWS a bénéficié d'une aide financière pour la mise en œuvre de son programme de microcrédits. Depuis 2009, ce programme compte plus d'une centaine de bénéficiaires, avec des prêts entre 40 et 150 euros (25 000 et 100 000 FCFA). Grâce à l'appui technique et financier d'un autre partenaire, la FWS a réalisé en mai 2011 un forage positif à Doufiguisso, près de Bobo-Dioulasso, en vue de réaliser un projet agropastoral qui permettra de former et d'amener 60 jeunes déscolarisés à se fixer dans leurs terroirs et à s'auto-employer en milieu rural. Pour renforcer ces acquis par d'autres actions, la FWS recherche de nouveaux partenariats pour l'accompagner dans la réalisation de son Projet de promotion d'un développement humain intégral (PPDHI) qui permettra de contribuer au développement socioéconomique, à l'épanouissement intégral et durable des populations dans la Région des Hauts Bassins au Burkina Faso et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici à 2015 en vue de la réduction de la pauvreté extrême sous toutes ses formes au sein des populations.

Burkina Faso

Diobass - Écologie et Société Burkina Faso - est une plate-forme de 51 organisations paysannes œuvrant pour la promotion de la Recherche-Action Paysanne (RAP). Elle intervient dans 6 des 13 régions du Burkina Faso, et accompagne actuellement 72 groupes de « Recherche-Action » afin de mettre au point des innovations adaptées et durables basées sur les savoirs locaux et répondant aux problématiques de développement du monde rural. À ce jour, 300 innovations paysannes ont été finalisées et méritent d'être diffusées dans les communautés. Au regard des résultats engrangés, de nouvelles organisations ont sollicité leur adhésion à l'association Diobass. C'est dans cette perspective que la structure recherche des partenaires, afin d'appuyer ces groupes pour la valorisation et la diffusion des innovations et d'étendre la pratique de la Recherche-Action Paysanne à d'autres régions.

RÉGIONAL

Région Rhône-Alpes

DISPOSITIF D'URGENCE

Ce dispositif a été mis en place suite au tsunami qui a touché l'Asie du Sud en décembre 2004 et à l'élan de solidarité qui a suivi. Son objectif est de soutenir financièrement les associations de solidarité internationale spécialisées dans l'urgence, en appuyant les missions auprès des populations victimes de catastrophes naturelles ou de conflits. Ce fonds est doté chaque année de 100 000 euros.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

Direction de l'Europe, des Relations internationales et de la Coopération
1 esplanade François Mitterrand - CS 20033 - 69269 Lyon Cedex 02
Tél. 04 26 73 49 19 - www.rhonealpes.fr

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE (FDVA)

Suite au décret du 30 décembre 2011, ce fonds remplace le Conseil de développement de la vie associative (CDVA). Il a pour objet de contribuer au développement des associations, à l'exception de celles qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives ou celles représentant un secteur professionnel. Il prévoit l'attribution de subventions pour des formations au profit des bénévoles ou responsables d'activités, des formations techniques liées aux activités ou au fonctionnement des associations. Un deuxième volet de soutien concerne l'appui financier au lancement de nouvelles activités ou projets créés dans le cadre du développement de nouveaux services à la population.

POUR L'APPEL À PROJETS 2012 :

le dossier de demande de financement doit être retourné **avant le 30 avril** à la DRJSCS - 245 rue Garibaldi - 69003 Lyon
Tél. : 04 78 60 40 40

Pour télécharger les documents et connaître les directions départementales en Rhône-Alpes : www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr

Contact : Jacques Hutchison - Tél. 04 72 61 34 57 - jacques.hutchison@drjscs.gouv.fr
Lila Kaced - Tél. 04 72 61 40 56 - lila.kaced@drjscs.gouv.fr

NATIONAL

Ministère des Affaires étrangères et européennes

FONDS FRANCO-MAROCAIN

La France et le Maroc lancent un fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines.

Les projets devront être déposés **avant le 31 décembre 2012**.

Plus d'informations : www.diplomatie.gouv.fr



RETROUVEZ L'ACTUALITÉ DES FINANCEMENTS
sur www.resacoop.org rubrique > Financer son projet

Outil

LES FINANCEMENTS ACCESSIBLES AUX ONG FRANÇAISES : PANORAMA GÉNÉRAL ET CONSEILS MÉTHODOLOGIQUES

Cette étude réalisée par Coordination Sud dresse un panorama des opportunités de financement pour les ONG françaises, en dehors des financements « classiques » d'EuropeAid et de l'AFD (Agence française de développement). La liste des financements recensés peut être consultée dans une base de données, elle s'accompagne d'un guide méthodologique qui analyse les données recueillies et apporte un certain nombre de conseils, pour permettre aux ONG françaises d'élaborer leur stratégie de recherche de financements.

Pour télécharger les documents : www.coordinationsud.org

INTERNATIONAL

DevCo/EuropeAid

CADRE FINANCIER 2014-2020 POUR LES INSTRUMENTS D'AIDE EXTÉRIEURE

La Commission européenne a formulé ses propositions sur le budget qu'elle entend consacrer à l'action extérieure pour la période 2014-2020. Les fonds de l'aide au développement sont réorientés vers les pays les plus pauvres et concentrés sur la bonne gouvernance et la croissance, tandis que 19 pays émergents dont la Chine, le Brésil et l'Inde, bénéficieront de nouvelles formes de partenariat. L'une des innovations majeures est le nouvel instrument de partenariat, instrument clé de la politique extérieure. Celui-ci visera à faire progresser et à promouvoir les intérêts de l'Union européenne (UE) et à relever les grands défis internationaux. Il permettra aussi à l'UE de poursuivre des objectifs allant au-delà de la coopération au développement avec les pays industrialisés, les économies émergentes et les pays où l'UE a d'importants intérêts. La Commission souhaite mieux cibler ses ressources tout en leur assurant une plus grande souplesse afin de pouvoir réagir rapidement à des événements imprévus et assurer ses responsabilités sur la scène internationale en matière de lutte contre la pauvreté et promotion de la démocratie, de la paix, de la stabilité et de la prospérité. La proposition sera transmise au Parlement européen et au Conseil et devrait être adoptée en 2012.

Plus d'informations : <http://ec.europa.eu>

APPELS À PROPOSITIONS 2012

Pour télécharger les documents et consulter tous les appels :

<http://ec.europa.eu/europeaid/>

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous une sélection des appels à proposition 2012.

Pour en savoir plus : Coordination Sud, Eve Derriennic : derriennic@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en €	Dates dépôts dossiers
Acteurs non étatiques et autorités locales (ANE-AL)		
Guatemala : Appel 2011	132321/L/ACT/GT 1 900 000 €	30 avril 2012
Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH)		
République Démocratique du Congo : Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion des droits de l'Homme et des réformes démocratiques et dans le soutien à la réconciliation pacifique d'intérêts particuliers	132685/L/ACT/CD 900 000 €	30 avril 2012
Pays en phase de préadhésion (IPA)/ Nouveaux Etats membres		
Croatie : Renforcement des capacités des centres de formations pour adultes.	132182/M/ACT/HR 2 308 000 €	2 mai 2012
Kosovo : Fourniture de services sociaux aux groupes vulnérables.	132568/L/ACT/XK 1 000 000 €	4 juin 2012
Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) – région du Sud		
Cisjordanie et Bande de Gaza : Programme jeunesse Euro-Med - (Euro-Med Youth Programme IV)	131261/L/ACT/PS 384 480 €	31 janvier 2013
Instrument de coopération au développement (ICP) - Asie / Asie centrale		
Chine : Programme de gouvernance environnemental Union européenne / Chine	132005/L/ACT/CN 11 250 000 €	14 mai 2012

Birnin Konni - Niger

Le complexe d'enseignement scolaire de Birnin Konni se trouve au cœur de la commune à 417km à l'Est de Niamey. Créé en 1965, cet établissement regroupe aujourd'hui deux niveaux d'enseignement : le collège et le lycée. A la rentrée 2009, il comptait 1476 élèves (333 pour le lycée et 1143 pour le collège) dont 502 filles. Une cinquantaine d'enseignants, toutes disciplines confondues, assurent l'encadrement dans l'établissement avec seulement une trentaine de salles de cours. Le complexe dispose d'une bibliothèque qui fonctionne au ralenti faute de documentation conséquente. L'établissement souhaite créer un partenariat avec un établissement scolaire en France

Ségou - Mali

L'association des Jeunes Ressortissants de Mouni (AJRM) est engagée dans le développement éducatif, social, économique, culturel et sanitaire. L'association a construit une école de six classes à Mouni, région de Ségou, grâce à l'appui de l'ONG « Asociacion socio-educativa Llere », financée par la « Comunidad de Castilla-La Mancha » en Espagne. Depuis la rentrée scolaire 2011, l'école est fonctionnelle : elle est dotée d'une électrification solaire et d'une adduction d'eau. Aujourd'hui, l'association recherche un partenaire pour appuyer dans la construction d'infrastructures manquantes dans la commune de Mafouné, cercle de Tomianin.

Province du Kasai Occidental République Démocratique du Congo

Créé en 2001, le Centre d'encadrement des personnes opprimées (le CEPO) est situé au centre du pays, dans la ville de Kananga. Cette organisation d'encadrement des jeunes s'active autour de la lutte contre l'inégalité des sexes et les violences sexuelles sur mineurs (y compris les mariages précoces et forcés des jeunes filles), la vulgarisation des lois et textes pertinents sur les droits des enfants, la sensibilisation des jeunes dans les milieux scolaires sur le risque de contamination du VIH (maladie considérée comme sortilège) et l'organisation de sessions de rattrapage scolaire pour les jeunes déscolarisés. Le futur projet de la structure est de construire un centre de jeunes dans les milieux défavorisés dédié à l'éducation et à la formation. La structure recherche un appui institutionnel et technique afin de pérenniser ses actions en faveur des jeunes, des femmes et des enfants. Elle souhaite notamment améliorer la formation des intervenants sociaux.

Sécurité alimentaire : soutenir les initiatives locales

Compte-rendu et documents à consulter sur www.resacoop.org :

Rubrique Réunions géographiques
- Sécurité alimentaire au Sahel - 23 mars 2012

Rubrique Se Documenter
> **Productions RESACOOOP**
- Les publications d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières

Rubrique La Lettre de RESACOOOP
- Lettre n°54 – juillet 2008 - Coopération agricole dans le contexte des crises alimentaires mondiales

FORMATIONS

Cycle Monter un projet de Solidarité Internationale :

- Monter un dossier de cofinancement - le 27 avril
- Établir un budget - le 25 mai

NOUVEAU

- Faire un bilan et évaluer un projet de Solidarité Internationale – le 11 mai en partenariat avec le CIEDEL

RÉSEAUX

Université d'été de la solidarité internationale 2012 du 4 au 7 juillet à Lyon

Tous les deux ans, le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) organise une Université d'été qui invite les acteurs de la solidarité internationale à trois jours de formation et de réflexion. Cette année, l'Université a lieu en Rhône-Alpes, et le CADR (Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes) en assure la coordination régionale. RESACOOOP s'est associé au comité de pilotage et sera partie prenante de plusieurs ateliers et modules en lien avec les réflexions en Rhône-Alpes : État de droit et coopération internationale, rôle de la coopération au développement dans la prévention des crises humanitaires, etc. RESACOOOP collabore également à la production d'un numéro « spécial Rhône-Alpes », édité par la revue *Altermondes*, à paraître en juin. Une occasion de mieux faire connaître la richesse et la diversité des initiatives régionales !

Voir page 4 Agenda

Retrouver le programme de l'Université d'été de la solidarité internationale en juin sur www.resacoop.org, rubrique > Dernières minutes

RÉUNIONS

Entre urgence et développement : le cas d'Haïti

LE 27 AVRIL DE 9H30 À 17H À RESACOOOP

Quel lien existe entre les interventions d'urgence et celles de développement ? RESACOOOP, en collaboration avec le Groupe URD (Urgence Réhabilitation et Développement) et le Réseau Rhône-Alpes pour Haïti, invite les acteurs rhônalpins à réfléchir et partager leur vision et expérience sur cette thématique. En partant d'un cas concret - les interventions en Haïti avant et après le séisme de janvier 2010 - les acteurs impliqués seront amenés à questionner leur pratique d'intervention face à une situation particulièrement complexe, tant dans l'ampleur de la catastrophe que dans la gestion des réponses. Une enquête, menée par deux étudiants haïtiens du Centre international d'étude pour le développement local (CIEDEL), donnera aux participants une vue d'ensemble de la coopération des acteurs rhônalpins en Haïti et introduira la présentation des concepts liés à l'urgence dans le développement (risque, prévention, résilience, vulnérabilité...). Ce rendez-vous permettra de réfléchir ensemble aux modalités pratiques de prévention du risque dans la mise en œuvre des projets de développement.

Contact : Anna Castelnuovo – acastelnuovo@resacoop.org

CHANTIERS

Et si on parlait d'accès aux droits ?

Pour qu'un enfant pauvre puisse aller à l'école, vaut-il mieux lui donner des fournitures scolaires ou lui donner accès à un état civil et à la prise en charge des frais d'écolage par l'État ? C'est la question qu'avait soulevée en 2006 la présidente d'une association malgache en visite en Rhône-Alpes, et qui interrogeait sur une meilleure prise en compte de l'accès aux droits (à l'éducation, à la santé, à l'eau...) dans les actions de coopération et de solidarité internationale. Depuis 2007, RESACOOOP est partie prenante de la plateforme « État de droit et coopération décentralisée », pilotée par le COSI (Promouvoir et défendre les droits) à Lyon, dont le principal objectif est de pouvoir « outiller » les collectivités territoriales et les acteurs du territoire régional pour une intégration plus explicite des questions d'accès aux droits dans leurs actions internationales. Après la réalisation d'une première plaquette de sensibilisation*, une deuxième phase a été lancée fin 2011 pour construire une méthodologie pratique d'accompagnement des collectivités. Plusieurs associations et collectivités de la région collaborent à ce travail, parmi lesquels : Agir Ensemble pour les droits de l'Homme, Ville de Romans, Ville de Vienne, Grand Lyon, Région Rhône-Alpes, etc.

* **Télécharger** « Des collectivités territoriales s'engagent pour renforcer l'État de droit » sur www.resacoop.org rubrique > Fiches techniques > Coopération décentralisée

Du Chantier Jeunes au Réseau jeunesse et solidarité internationale Rhône-Alpes

Le groupe de travail appelé Chantier « Jeunes et solidarité internationale », initié par RESACOOOP en 2001 devient le Réseau Jeunesse et Solidarité internationale Rhône-Alpes (RJSI-RA). Ce réseau régional est composé aujourd'hui de représentants des réseaux départementaux, des collectivités territoriales, de l'État, et des acteurs de dimension régionale et/ou nationale. Ainsi, le CRIJ (Centre régional d'information jeunesse) et la DRJSCS (Direction régionale de la jeunesse et des sports et de la cohésion sociale) participent à la dynamique du réseau. Ces acteurs travaillent ensemble pour une meilleure cohérence des actions en Rhône-Alpes et développent une culture commune de l'accompagnement des jeunes à l'international, en s'appuyant sur les expériences et les initiatives de chacun, en améliorant la coordination des organismes, et en mutualisant les savoir-faire.

Suivre l'actualité « Jeunesse et Solidarité Internationale » sur www.facebook.com > Antonio Silveira Resacoop



RETROUVEZ LE COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION du Réseau jeunesse, 4 octobre 2011 à Valence sur www.resacoop.org rubrique > Actus du GIP